

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	19.04.2024
Thema	Aussenpolitik
Schlagworte	Beziehungen zu internationalen Organisationen
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Parlamentarische Initiative
Datum	01.01.1965 - 01.01.2024

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Ammann, Amando
Barras, François
Caretto, Brigitte
Huguenet, François
Mach, André

Bevorzugte Zitierweise

Ammann, Amando; Barras, François; Caretti, Brigitte; Huguenet, François; Mach, André
2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Aussenpolitik, Beziehungen zu internationalen Organisationen, Parlamentarische Initiative, 1988 - 2021*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.
www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 19.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Aussenpolitik	1
Beziehungen zu internationalen Organisationen	1

Abkürzungsverzeichnis

UNO	Organisation der Vereinten Nationen
APK-SR	Aussenpolitische Kommission des Ständerates
WAK-SR	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates
OECD	Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
APK-NR	Aussenpolitische Kommission des Nationalrates
IWF	Internationaler Währungsfonds
WAK-NR	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade

ONU	Organisation des Nations unies
CPE-CE	Commission de politique extérieure du Conseil des Etats
CER-CE	Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
CPE-CN	Commission de politique extérieure du Conseil national
FMI	Fonds monétaire International
CER-CN	Commission de l'économie et des redevances du Conseil national
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade

Allgemeine Chronik

Aussenpolitik

Aussenpolitik

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 20.12.1999
FRANÇOIS HUGUENET

Dressant le constat d'un déficit démocratique et d'un manque de transparence dans les institutions internationales, le socialiste Hans Zbinden (AG) a déposé une initiative parlementaire intitulée « **La Suisse dans les organisations internationales. Démocratisation des structures et des procédures** ». Ce texte vise à ce que les représentations suisses au sein des organisations internationales exercent effectivement leurs activités selon des principes démocratiques et qu'elles œuvrent en faveur de la démocratisation des objectifs, des structures, des procédures ainsi que de l'accessibilité à ces organisations. En outre, l'initiative impose aux représentants de la Confédération d'agir systématiquement sur la substance des réglementations dans le but de les rendre acceptables des points de vue humain, social, culturel et écologique. Sur proposition unanime de sa commission, le Conseil national a accepté de donner suite à cette initiative. A noter que le Conseil fédéral a édicté à la fin de l'année une **nouvelle directive** concernant l'envoi de délégations à des conférences internationales, ainsi que les travaux de préparation et de suivi.¹

Beziehungen zu internationalen Organisationen

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 10.03.1988
BRIGITTE CARETTI

L'initiative parlementaire (lv.pa. 86.234) Rechsteiner (ps, SG), rejetée à l'appel nominal par le Conseil national, a relancé le débat sur la nécessité de **sanctions économiques à l'égard de l'Afrique du Sud**. Le texte en lui-même ne désirait pas de telles mesures mais demandait que l'on appliquât aux exportations de capitaux et au commerce de l'or avec ce pays la règle du courant normal. Celle-ci préconise un gel des échanges économiques au niveau atteint avant l'éclatement d'un conflit ou d'une prise de sanctions. Selon la majorité de la commission de la chambre basse, l'application du courant normal est inutile puisque les engagements des banques suisses en Afrique du Sud n'atteignent pas la limite imposée par les normes de plafonnement déjà en vigueur. Par contre, il est important que la Suisse ne puisse pas servir à détourner les sanctions prises en la matière par d'autres Etats. Si tous les partis ont condamné l'apartheid, le PDC, le PLS et le PRD se sont prononcés contre toute sanction alors que le PS, l'Adl et le PES en ont soutenu l'idée. Dans sa position officielle, le gouvernement a rejeté de telles sanctions et maintenu la condamnation de la discrimination raciale, l'accroissement de l'aide à la formation des populations noires ainsi que le dialogue avec toutes les parties concernées. Néanmoins, René Felber a souligné que cette position pourrait être revue s'il n'y avait pas davantage de « signes positifs » au sujet de l'intégration des Noirs. Voir aussi sur ce sujet l'interpellation (lp. 87.918) Rechsteiner.²

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 07.06.1993
ANDRÉ MACH

Le Conseil national a rejeté par 102 voix contre 53 une **initiative parlementaire** du groupe socialiste qui chargeait le Conseil fédéral de déposer une demande d'**adhésion de la Suisse à l'ONU**. La chambre basse s'est ainsi ralliée à la majorité de sa commission de politique extérieure, qui, bien que favorable à une telle démarche, a estimé qu'il était inopportun de donner suite à cette proposition au moment où le parlement allait se prononcer sur la création d'un contingent de casques bleus. Selon elle, cela risquerait, en cas de référendum, de créer une certaine confusion dans l'opinion publique. De plus, durant les prochaines années, les négociations du GATT et le processus d'intégration européenne devaient rester prioritaires aux yeux de la majorité bourgeoise. Auparavant, les socialistes avaient insisté sur le fait que les autorités politiques ne pouvaient pas continuellement repousser le débat sur l'adhésion à l'ONU et que, d'autre part, le contexte international ainsi que la position des citoyens sur cette question avaient considérablement évolué depuis 1986. Lors de la session de septembre, le conseiller aux Etats R. Rhinow (prd, BL) a déposé une motion (93.3413), cosignée par 26 sénateurs, qui demande au Conseil fédéral de présenter aux Chambres un projet d'adhésion de la Suisse à l'ONU.³

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 22.06.2001
FRANÇOIS BARRAS

Déposée en 1998 par Remo Gysin (ps, BS), l'initiative parlementaire pour une **approbation par le parlement des augmentations de capital du FMI** a été discutée par les deux Chambres en cours d'année. Au Conseil des Etats, le projet visant à opérer un contrôle plus strict vis-à-vis des flux financiers manipulés par le FMI a reçu une approbation unanime. Au National, 186 parlementaires contre 4 ont accepté le texte.⁴

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 19.04.2021
AMANDO AMMANN

Die WAK-SR verlangte im Mai 2020 mittels einer parlamentarischen Initiative die **Bildung einer ständigen parlamentarischen OECD-Delegation**. Entwicklungen innerhalb der OECD seien für die Schweiz von grosser Bedeutung, so die Kommission. Da es sich bei den Empfehlungen der OECD um «soft law» handle, sei die Mitwirkungsmöglichkeit des Parlaments bei der innerstaatlichen Umsetzung dieser Empfehlungen oftmals marginal. Anders als bei den meisten internationalen Organisationen verfüge die OECD nicht über ein formelles parlamentarisches Gremium. Daher habe die Bundesversammlung in der Vergangenheit nur ad-hoc-Delegationen an vereinzelt parlamentarische Versammlungen entsenden können. Eine ständige Delegation könne sich frühzeitig mit OECD-spezifischen Thematiken befassen und im Fall unerwarteter internationaler Entwicklungen ihre Expertise rasch in den Sachbereichskommissionen des Parlaments einbringen, argumentierte die Kommission. Die besagte Delegation solle sich gemäss Vorschlag aus maximal acht Ratsmitgliedern zusammensetzen, wobei National- und Ständerat je die Hälfte der Mitglieder stellen sollten. Man müsse dabei die Stärke der Fraktionen angemessen berücksichtigen und auch eine breite Vertretung der Sachbereichskommissionen anstreben, ergänzte die WAK-SR.

Ihre Schwesterkommission, die WAK-NR, behandelte den Vorschlag im Juni 2020. Sie beschloss jedoch, vor ihrer Entscheidung die APK-NR zu einer Stellungnahme einzuladen. Da diese sich mit 17 zu 4 Stimmen deutlich für die Schaffung einer solchen Delegation aussprach, gab die WAK-NR der Initiative im Januar 2021 schliesslich Folge. Im Mai desselben Jahres nahm der Bundesrat zum Bericht der WAK-SR Stellung und beantragte die Annahme der Initiative. Der Bundesrat war der Ansicht, dass eine ständige Delegation einen Mehrwert gegenüber der gegenwärtigen Situation biete, da damit ein besseres Verständnis für technische Fragen und eine gewisse personelle Kontinuität erreicht werden könnten. Zudem würde man damit die Einbindung des Parlaments im Bereich des soft law verbessern, wie es der Bundesrat in seiner Antwort auf das Postulat der APK-SR (Po. 18.4104) bereits in Aussicht gestellt hatte.⁵

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 02.06.2021
AMANDO AMMANN

In der Sommersession 2021 befasste sich der Ständerat mit der parlamentarischen Initiative der WAK-SR, welche die **Einsetzung einer ständigen parlamentarischen OECD-Delegation** forderte. Ständerat Levrat (sp, FR) empfahl im Namen der WAK-SR, welche den Entschluss einstimmig gefasst hatte, die Annahme der Änderung der entsprechenden Verordnung der Bundesversammlung. Der Ständerat folgte dem Antrag seiner Kommission und nahm den Entwurf mit 37 zu 5 Stimmen klar an. Die Gegenstimmen stammten von vier SVP-Parlamentariern sowie vom parteilosen Thomas Minder (parteilos, SH).⁶

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 01.10.2021
AMANDO AMMANN

In der Herbstsession 2021 beriet der **Nationalrat** über die **Einsetzung einer ständigen parlamentarischen OECD-Delegation** im Rahmen der Verordnung der Bundesversammlung über die Pflege der internationalen Beziehungen des Parlamentes. Eine Minderheit Aeschi (svp, ZG) beantragte, nicht auf die parlamentarische Initiative der WAK-SR einzutreten. Nationalrat Aeschi argumentierte, dass die OECD ein parlamentarisches Netzwerk unterhalte, welches aber kein Parlament sei und damit keine Entscheidungsbefugnisse besitze. Da es sich nur um ein Informationsgremium handle, lehne die SVP-Fraktion das Anliegen unter anderem aus Kostengründen ab. WAK-Kommissionssprecherin Gigon (gp, VD) sah den Moment gekommen, um die Verbindungen zur OECD zu stärken, damit die Schweiz sich «ernsthaft» an den laufenden Steuerreformen und der Bewältigung künftiger Herausforderungen beteiligen könne. SP-Fraktionssprecher Bendahan (sp, VD) sah in der Vorlage keinen einzigen Nachteil. Unabhängig davon, ob man prinzipiell für oder gegen die OECD sei, führe die ständige Vertretung unweigerlich zu einer verbesserten Vertretung der Schweizer Interessen, argumentierte er. Den kritischen Stimmen, die sich an den Kosten einer solchen Delegation störten, entgegnete er, dass der Schweiz auch Kosten erwachsen würden, wenn sie nicht am OECD-Entscheidungsprozess teilnehme, die dadurch gefällten Beschlüsse aber dennoch umsetzen müsse. Markus Ritter (mitte, SG) unterstützte die Initiative im Namen der Mitte-Fraktion und betonte die Bedeutung der

dadurch geschaffenen personellen Kontinuität. Dies sei angesichts der anspruchsvollen Aufgaben in den Gremien angemessen. Eine Minderheit der Fraktion stimme gegen die Vorlage, weil man durchaus an der Wirksamkeit der parlamentarischen Versammlung zweifeln könne, erklärte FDP-Sprecher Lüscher (fdp, GE). Trotzdem empfahl die FDP die Annahme der Vorlage, nicht zuletzt weil man damit eine symbolische Geste zugunsten der zuletzt als geschwächt dargestellten internationalen Beziehungen der Schweiz machen könne. Zudem lehne die FDP die Politik des leeren Stuhls ab und sei der Ansicht, dass man Soft Law am besten an der Quelle beeinflussen müsse, weil man sich bei einer Nicht-Teilnahme nicht über die Ergebnisse beschweren könne. Der Nichteintretensantrag Aeschi wurde in der Folge mit 121 zu 56 Stimmen (bei 3 Enthaltungen) deutlich abgelehnt. In der Gesamtabstimmung nahm der Nationalrat den Entwurf mit 120 zu 52 Stimmen (bei 5 Enthaltungen) ebenso deutlich gegen den Widerstand der SVP-Fraktion und einer kleinen Minderheit der FDP.Liberalen an. Die **Schlussabstimmungen** boten keine Überraschungen mehr. Der Nationalrat sprach sich mit 138 zu 58 Stimmen für die Verordnung aus, der Ständerat mit 36 zu 6 Stimmen (bei 1 Enthaltung).⁷

1) BO CN, 1999, p. 2581; FF, 2000, p. 195 ss. (directive).

2) BO CN, 1988, p. 243 ss.; BO CN, 1988, p. 307 ss.; L'Hebdo, 17.3.88

3) BO CN, 1993, p. 1055 ss.; Blick, 28.7.93.; Délib. Ass. féd., 1993, p.147 s.; Presse du 23.9.93.

4) FF, 2001, p. 2789 s.; BO CN, 2001, p. 952 ss.; BO CE, 2001, p. 247 s. et 472

5) BBl, 2021 1210; BBl, 2021 999; Medienmitteilung WAK-NR vom 23.6.20; Medienmitteilung WAK-SR vom 20.5.20

6) AB SR, 2021, S. 431

7) AB NR, 2021, S. 2141; AB NR, 2021, S.1765 ff.; AB SR, 2021, S. 1089